



**MARCHE PUBLIC**  
**MNS 2025-03**  
**FOURNITURES DE VITRINES**

**Cahier des clauses administratives particulières**



**Objet de la consultation**



Le présent marché a pour objectif de déterminer le choix d'une société pour la fourniture de vitrines muséales en verre pour les espaces d'exposition du Musée National du Sport.

Appel d'offre ouvert en application de des articles 25-I.1°, 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

**Pouvoir adjudicateur**



Musée National du Sport  
Boulevard des jardiniers  
Stade Allianz Riviera  
06200 Nice

**Représentant du pouvoir adjudicateur :**



Madame la directrice générale du Musée National du Sport

**Comptable assignataire :**



Monsieur l'agent comptable du Musée National du Spor

**Date limite de remise des offres**



Date : Lundi 08 septembre 2025  
Heure : 12 heures





Ce document comporte 12 pages y compris celle de garde

## Table des matières

PREAMBULE.....	2
Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales .....	3
Article 2 - Conditions relatives au marché.....	4
Article 3 – Clause environnementale.....	6
Article 4 – Notification des bons de commande.....	6
Article 5 - Modalités d'exécution.....	7
Article 6 - Vérification et admission.....	8
Article 7 - Facturation et paiement .....	9
Article 8 - Pénalités .....	10
Article 9 - Résiliation .....	10
Article 10 - Force majeure .....	11
Article 11 - Résolution des litiges.....	11
Article 12 - Rappel des dérogations au CCAG .....	11
ANNEXES (quantité : 9) .....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_2015 REIER-Modular Display Cases .....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_Book_REIER_MNS .....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_Notice de montage des vitrines.....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_Plan des vitrines modulaires.....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_Vitrine REIER (1).....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_Vitrine REIER (2).....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_VITRINES REIER (4) .....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_Vitrines_REIER_MNS.....	12
MNS 2025-03_Annexe 1_Zertifikat ISO 9001_2015 engl .....	12

## PREAMBULE

Labellisé « Musée de France », le Musée National du Sport est l'institution de référence dédiée à la préservation et à la valorisation du patrimoine sportif français. Fort d'un patrimoine riche et diversifié, le Musée National du Sport conserve précieusement près de 50 000 objets et 400 000 documents qui témoignent de l'histoire du sport et de ses acteurs. Ces collections exceptionnelles, allant des équipements sportifs emblématiques aux archives inédites, en passant par les œuvres d'art et les



récompenses, offrent un regard unique et passionnant sur l'évolution des pratiques sportives, les exploits des athlètes et l'impact du sport sur la société. Consacré aux sports dans toutes leurs diversités, le Musée National du Sport s'adresse à tous.

Le Musée National du Sport dispose d'un parc de vitrines muséales de la marque REIER, installées principalement dans les espaces d'exposition temporaire. Afin de garantir l'harmonie muséographique, la sécurité des œuvres et la cohérence logistique, les nouvelles vitrines devront être strictement compatibles avec les modèles existants.

## **Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales**

### 1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet la fourniture et la livraison de vitrines muséales en verre, destinées à l'exposition d'œuvres et objets patrimoniaux. Ces vitrines devront être compatibles sur les plans techniques, esthétiques et de sécurité avec les vitrines existantes de marque REIER, actuellement utilisées dans les salles d'exposition du Musée National du Sport.

La description des fournitures et des spécificités techniques est détaillée dans le CCTP.

Ce marché est soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS, ci-après désigné par le terme « le CCAG »)

### 1.2 Procédure

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure d'appel d'offre ouvert en application de des articles 25-I.1°, 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Les prestations font l'objet d'un marché unique non alloti.

### 1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché à bons de commandes conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 61 000€ TTC (50 000€ HT).

### 1.4 Durée du marché

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Il est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de cette date. Il sera renouvelé par tacite reconduction trois fois par période de 12 mois, sans que sa durée initiale ne puisse excéder 4 ans.

Toutefois, il pourra être dénoncé annuellement par l'une ou l'autre des parties contractantes, par lettre recommandée avec accusé de réception sous respect d'un préavis de deux mois avant la date anniversaire de prise d'effet du contrat. Aucune indemnité ne sera versée.



Le musée national du sport peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. Les bons de commandes notifiés pendant la période de validité sont à exécuter jusqu'à leur terme.

#### 1.5 Modification du marché

##### 1.5.1 - **Modification**

Le présent marché pourra être modifié par avenant, selon les conditions prévues aux articles 139 et 140 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

##### 1.5.2 - **Clauses de réexamen**

Le marché pourra en outre être modifié en application de clauses de réexamen, conformément à l'article 139 du décret susvisé.

Ces clauses de réexamen portent sur :

- La durée d'exécution du marché ;
- Le transfert du contrat auprès d'un nouveau titulaire, sous réserve que l'établissement ait préalablement donné son accord exprès sur ce transfert ;
- Des prestations nouvelles et complémentaires avec l'objet du marché

La mise en oeuvre de ces clauses de réexamen est à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Leur application fera l'objet d'un avenant.

#### 1.6. Lieu d'exécution des prestations

##### **MUSÉE NATIONAL DU SPORT**

Stade Allianz Riviera  
6 Allée Camille Muffat  
06200 NICE

#### 1.7 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### 1.8 Sous-traitance

Sans objet.

### **Article 2 - Conditions relatives au marché**

#### 2.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, notamment le bordereau de prix unitaires (PBU), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, à l'exception des annexes qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur



contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, notamment l'offre de prix du titulaire.

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 01 avril 2021.
- L'offre technique du titulaire.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification du marché.
- Le(s) catalogue(s) des produits et des prix, tarif(s) du titulaire.
- La note portant sur la clause environnementale

En ce qui concerne l'AE, le CCAP et le CCTP, seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait foi.

## 2.2. Prix

Le marché est traité à prix unitaire, défini à l'acte d'engagement du présent marché.

Les prix des articles proposés par le titulaire dans son offre initiale sont fixés sur la base des prix unitaires nets indiqués en euros dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du marché.

Les prix devront être obligatoirement renseignés dans l'acte d'engagement (AE) et dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

L'unité monétaire est l'euro.

## 2.3 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les produits, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison, et ce quel que soit le montant de la commande ou le nombre de produits commandés.

## 3.4 Modalité de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

## 2.3. Modalités de règlement et de prix

Mode de financement : budget de l'établissement public administratif Musée National du Sport

Mode de paiement : Le mode de règlement est le virement.



### Article 3 – Clause environnementale

Le candidat fournira une note précisant l'intégration des considérations environnementales à chaque étape de la prestation : conception, fabrication, transport, installation, maintenance, fin de vie. À ce titre, il devra par exemple :

- Favoriser l'utilisation de matériaux recyclés, recyclables ou issus de sources durables, en limitant les substances nocives ou polluantes ;
- Privilégier des procédés de fabrication à faible impact environnemental, en s'appuyant, le cas échéant sur des certifications ;
- Optimiser la logistique et le conditionnement pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> (groupage, transport bas carbone, emballages réutilisables ou recyclables) ;
- Proposer des vitrines durables, démontables, réparables et faciles à entretenir ;
- Assurer une traçabilité des matériaux utilisés et, lorsque possible, leur réutilisation ou valorisation en fin de vie ;

Il Fourniar une note environnemental explicitant les choix techniques et les impacts réduits de la prestation.

Le non-respect de ces engagements pourra donner lieu à des pénalités contractuelles et sera pris en compte dans l'évaluation de la qualité de la prestation.

### Article 4 – Notification des bons de commande

#### 4.1 Notification

Des bons de commande seront notifiés par le Musée national du sport au Titulaire pour exécution.

Les prestations du marché sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins.

La notification se fera par échanges dématérialisés selon une procédure permettant d'attester la date de réception du bon de commande, date de réception qui fait courir les délais de livraison. La procédure sera fixée d'un commun accord avec le Titulaire du marché à l'occasion du démarrage du marché et de la passation de la commande. Cette procédure pourra évoluer sur la période de validité du marché en fonction de nouveaux outils de communication. Toute modification de la procédure sera communiquée au titulaire par ordre de service signé par le responsable du suivi de l'exécution (RSE).

Les conditions fixées dans le présent CCAP s'appliquent aux bons de commande notifiés au titre du présent marché, sauf stipulations contraires indiquées dans le bon de commande.

En dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, si le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier au RSE dans un délai d'un (1) jour



ouvré à compter de la date de réception du bon de commande. Les observations pourront être communiquées par échanges dématérialisés selon une procédure permettant d'attester leur date de réception. La procédure sera fixée d'un commun accord avec le Titulaire du marché à du démarrage du marché et de la passation de la commande. Cette procédure pourra évoluer sur la période de validité du marché en fonction de nouveaux outils de communication. Toute modification de la procédure sera communiquée au titulaire par ordre de service signé par RSE. En fonction de la nature des observations, un bon de commande rectificatif pourra être notifié au Titulaire.

#### 4.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande précisent les produits référencés dans le BPU, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

Chaque bon de commande précisera :

- Le n° et la date d'établissement du bon de commande ;
- La référence du marché
- Le service émetteur et le point de livraison au musée ;
- Le contenu de la prestation achetée ;
- Les délais d'exécution
- Les documents éventuellement demandés
- Le montant du bon de commande par référence au Bordereau des Prix Unitaires
- L'adresse de facturation
- toute indication nécessaire à l'exécution de la commande

#### 4.3 Signature des bons de commande

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont la directrice de Musée national du sport ou ses délégataires.

### **Article 5 - Modalités d'exécution**

#### 5.1. Délais

Les livraisons seront effectuées pendant les heures d'ouverture de l'établissement.

Les délais de livraison des vitrines sont précisés à l'article 6 du CCTP.

Les délais relatifs à la fourniture des pièces détachées sont également précisés à l'article 6 du CCTP.

#### 5.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.



### 5.3 Conditions de livraison

Les livraisons se feront selon les modalités (liste des éléments à livrer et colis personnalisés, horaire pour les livraisons) indiquées dans le bon de commande.

Chaque bon de commande constitue une unité de livraison. Les livraisons, et en particulier le transport, se feront sous la responsabilité pleine et entière du Titulaire.

Les frais d'emballage et de transport des produits sont à la charge du Titulaire.

### 5.4 Contact

En cas de changement concernant les renseignements fournis dans l'acte d'engagement (nom et coordonnées des personnes chargées du suivi di marché) ou de problèmes rencontrés dans l'exécution de celui-ci, le Titulaire devra contacter le responsable du suivi de l'exécution (RSE) :

Madame Claire VASDEBONCOEUR – [claire.vasdebocoeur@museedusport.fr](mailto:claire.vasdebocoeur@museedusport.fr)

Pour tout renseignement administratif contacter :

Madame Frédérique DEVAUX, [frederique.devaux@museedusport.fr](mailto:frederique.devaux@museedusport.fr)

## Article 6 - Vérification et admission

### 6.1 Vérification à la livraison

La livraison des vitrines est constatée par la délivrance d'un récépissé ou par la signature du bon de livraison. L'examen sommaire effectué à l'occasion de la livraison n'emporte par l'admission des produits reçus. Cet examen portera essentiellement sur l'intégrité des emballages et la conformité des colis par rapport au bon de commande.

### 6.2 Autres vérifications

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification autres que celles mentionnées à l'article 6.1 sont exécutées par le musée national du sport sans la présence d'un représentant du Titulaire.

Si à l'occasion de ces vérifications, un produit défectueux ou non conforme à la commande est constaté, le musée national du sport prend une décision de rejet.

Le délai imparti au musée national du sport pour procéder à ces vérifications et notifier sa décision est de quinze (15) jours à compter de la date de la livraison. Passé ce délai, la décision d'admission des produits est réputée acquise.

La notification des décisions d'admission ou de rejet pourra se faire par échanges dématérialisés selon une procédure permettant d'attester la date de réception de la décision, date de réception qui fait courir le cas échéant les délais d'intervention du Titulaire. La procédure sera fixée d'un commun accord avec le Titulaire du marché à l'occasion de la commande.

Toute modification de la procédure sera communiquée au titulaire par avenant signé par le RSE.





### 6.3 Traitement d'un produit défectueux ou non conforme

Tout produit défectueux ou non conforme sera repris par le Titulaire ou retournée par le musée national du sport aux frais du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à remplacer le produit dans un délai de cinq (5) jours ouvrés et à ses frais à compter de la notification de la décision de rejet.

## **Article 7 - Facturation et paiement**

### 7.1. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, après service fait, le règlement sera réalisé sur présentation d'une demande de paiement indiquant, outre les mentions légales :

- La référence du marché (intitulé et n°) ;
- Le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'Acte d'Engagement ;
- La désignation des fournitures auxquelles se rapporte la facture et la date de réception ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le montant H.T. ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant T.T.C.

La personne publique se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une demande de paiement conforme aux prescriptions ci-dessus.

Pour les titulaires établis dans un autre état membre de la Communauté européenne, la demande de paiement est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire du Musée National du Sport. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à :



- l'opérateur économique titulaire ;
- l'opérateur économique mandataire, et à ses co-traitants.

#### 7.2. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

#### 7.3. Avance, acompte et cautionnement

Sans objet

#### 7.4. Délais de paiement

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

#### 7.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **Article 8 - Pénalités**

#### 8.1 Pénalités de retard

Tout retard de livraison donnera lieu à des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la pénalité est de 1/100 du montant du bon de commande, sauf si le bon de commande autorise des livraisons partielles.

Un sursis de livraison pourra être accordé au Titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à la livraison dans le délai contractuel.

Les formalités d'octroi d'un sursis fixées à l'article 21.5 du CCAG-FCS devront impérativement être respectées

### **Article 9 - Résiliation**



Le marché peut être résilié aux conditions définies dans le cahier des clauses administratives générales, applicable aux marchés de fournitures courantes et de services.

Par ailleurs, le marché peut être résilié sans mise en demeure, aux torts exclusifs du titulaire sans qu'il ne puisse prétendre au versement d'indemnités lorsqu'il ne s'est pas acquitté de tout ou partie de ses obligations contractuelles. De plus, et dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **Article 10 - Force majeure**

Est considéré comme cas de force majeure au sens du présent marché tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de l'une des parties et considéré comme tel par la jurisprudence. Tout événement de ce type entraîne pour les parties l'obligation de se concerter afin de tenter de poursuivre au mieux l'exécution du présent accord-cadre. Si cela s'avère impossible, les parties se rencontreront pour décider d'un commun accord la suspension ou la résiliation de celui-ci.

### **Article 11 - Résolution des litiges**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

A défaut de solution amiable, le Tribunal administratif compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

### **Article 12 - Rappel des dérogations au CCAG**

- L'article 2.1 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 4.1 du présent CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS
- L'article 6.2 du présent CCP déroge à l'article 22.3 du CCAG-FCS
- L'article 7.1 du présent CCP déroge à l'article 11.3 du CCAG-FCS
- L'article 8.1 du présent CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS



## **ANNEXES (quantité : 9)**

MNS 2025-03\_Annexe 1\_2015 REIER-Modular Display Cases

MNS 2025-03\_Annexe 2\_Book\_REIER\_MNS

MNS 2025-03\_Annexe 3\_Notice de montage des vitrines

MNS 2025-03\_Annexe 4\_Plan des vitrines modulaires

MNS 2025-03\_Annexe 5\_Vitrine REIER (1)

MNS 2025-03\_Annexe 6\_Vitrine REIER (2)

MNS 2025-03\_Annexe 7\_VITRINES REIER (4)

MNS 2025-03\_Annexe 8\_Vitrines\_REIER\_MNS

MNS 2025-03\_Annexe 9\_Zertifikat ISO 9001\_2015 engl